



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEAQ 2024-171
DU 21 FÉVRIER 2024

ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE
BERNARD LE PECQ (DÉMÉNAGEMENT) - RUE DU COLONEL FLATTERS
(EMMÉNAGEMENT)

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur
la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 57 / 2023 en date du 06 novembre 2023 portant délégation de
fonctions à Monsieur Benoit Moulinais, Directeur de la Voirie et de L'Éclairage
Public au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au
Quotidien,

Considérant que l'exécution d'un déménagement au n°135 rue Bernard Le Pecq
et d'un emménagement au n°16 rue du Colonel Flatters, nécessite la
réglementation du stationnement dans les dites voies,

ARRÊTONS

déménagement : rue Bernard Le Pecq

Article 1^{er}

Du SAMEDI 02 MARS 2024 au DIMANCHE 03 MARS 2024, le stationnement est
interdit rue Bernard Le Pecq, sur deux emplacements, entre le n° 131 et le n° 135

emménagement :rue du Colonel Flatters

Article 2

Du SAMEDI 02 MARS 2024 au DIMANCHE 03 MARS 2024, le stationnement est
interdit rue du Colonel Flatters, sur deux emplacements, au droit du n°16.

Mesures communes

Article 3

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le
demandeur 24 heures avant le début du déménagement afin de signaler ces
dispositions aux usagers.

Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

Dispositions générales

Article 5

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

Article 6

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Ile Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7

Monsieur le directeur général des services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,
Pour le maire et par délégation,
Le Directeur de la Voirie et de
L'Éclairage Public,



Benoit MOULINAIS

Affiché le :

23 FEV. 2024

Exécutoire le :

23 FEV. 2024